

Sommet sur les chantiers

Compte rendu

30 mars 2023



Table des matières

Sommaire exécutif	3
Faits saillants	4
Compte rendu	7
Gestion des chantiers à Montréal	8
Enjeux principaux	14
Solutions prioritaires et mise en œuvre	17
Conclusion	20

Sommaire exécutif

TACT

Faits saillants

Mise en contexte

L'amélioration de la gestion des chantiers sur le territoire de Montréal constitue une priorité de la Ville de Montréal. En ce sens, elle a lancé, en mai 2021, la [Charte montréalaise des chantiers](#), qui énonce la vision et les engagements de la Ville afin que les chantiers génèrent le moins d'impacts possible sur la population.

Cette charte représentait une première étape vers la bonne gestion des chantiers, laquelle constitue une responsabilité collective et partagée entre les arrondissements, les services centraux et les partenaires signataires de la charte : Société de transport de Montréal (STM), Commission des services électriques de Montréal (CSEM), Énergir, Bell, Hydro-Québec, notamment.

À l'aube du deuxième anniversaire de la charte, la Ville de Montréal a souhaité mobiliser l'ensemble des acteurs du milieu pour brosser un portrait de la situation et entamer un dialogue quant à une gestion mieux concertée des chantiers à Montréal. Cette volonté de collaboration a culminé avec la tenue du Sommet sur les chantiers.

Le Sommet visait à atteindre les objectifs suivants :

- Développer une compréhension commune des enjeux actuels et à venir de la gestion des chantiers et des mesures prises par la Ville de Montréal et ses partenaires
- Élaborer des pistes de solutions concrètes et concertées avec les partenaires
- Proposer une priorisation de mise en œuvre des solutions
- Établir les bases d'une vision renouvelée de la gestion des chantiers à Montréal

Participation d'une diversité de perspectives sur les chantiers

Le Sommet sur les chantiers a eu lieu le 30 mars 2023, de 9 h à 16 h, au Centre des sciences de Montréal. Au total, plus de 100 personnes ont participé à cet évènement, dont des élus et élues de la Ville de Montréal.

Les personnes présentes se répartissaient selon les proportions suivantes :

- 23 % étaient des membres du personnel de la Ville de Montréal
- 20 % étaient des partenaires concernés (associations sectorielles, chambres de commerce, institutions universitaires, etc.)
- 19 % étaient des donneurs d'ouvrage
- 14 % étaient des promoteurs ou entrepreneurs
- 14 % étaient des membres d'organisations de la société civile
- 10 % étaient des élus ou des élues

Déroulement du Sommet sur les chantiers

Format et thématiques abordées

Le Sommet sur les chantiers a permis aux personnes participantes, par leur connaissance de la gestion des chantiers ou le partage de leurs expériences vécues, de faire progresser la réflexion quant à l'amélioration de la gestion des chantiers de la métropole dans le but d'en atténuer leurs impacts sur la population.

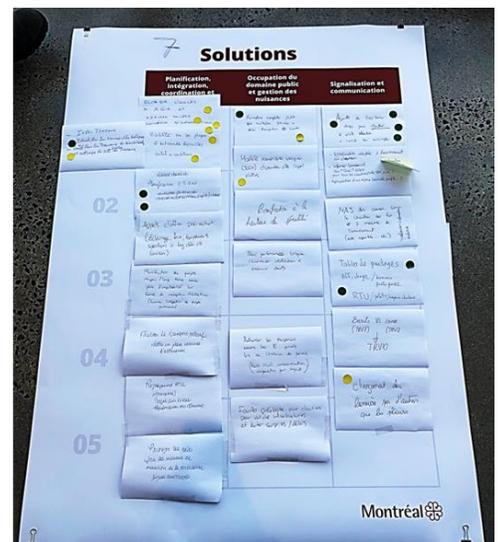
À la suite d'un mot d'ouverture de la mairesse de Montréal, madame Valérie Plante, le personnel de la Ville de Montréal et un panel de spécialistes ont abordé les enjeux actuels et futurs, ainsi que les défis et les mesures de suivi prévues pour les chantiers. Une allocution de la responsable des infrastructures, des immeubles et du maintien des actifs au comité exécutif, madame Émilie Thuillier, a clôturé l'évènement.



Les personnes participantes ont eu l'occasion de s'exprimer sur les enjeux propres à leur secteur d'activité, d'échanger sur les solutions suggérées et d'en proposer de nouvelles, en plus d'identifier leurs priorités pour leur mise en œuvre.

Tout au long de la journée, trois thématiques principales ont servi de fil conducteur au Sommet :

1. Planification, intégration, coordination et durée des travaux
2. Occupation du domaine public et gestion des nuisances
3. Signalisation et communication



Grands constats du Sommet sur les chantiers

Au terme du Sommet sur les chantiers, plusieurs grands constats ont émergé quant à la gestion des chantiers à Montréal. Ces constats ont été regroupés selon les enjeux jugés prioritaires par les personnes participantes et les pistes de solution souhaitées à court et moyen terme.

Les enjeux principaux

- Le manque de dialogue, d'arrimage et de coordination entre les partenaires publics et privés
- La saturation de l'espace disponible dans le domaine public avant même le début des travaux
- Le peu de flexibilité dans l'application des normes de signalisation
- Le surplus de signalisation générée par les multiples chantiers, notamment les cônes
- Le manque de communication auprès de la population sur les contraintes et impacts des chantiers

Les solutions prioritaires et la mise en œuvre

Mise en œuvre souhaitée à court terme

1. Centraliser les demandes de permis d'occupation du domaine public pour les axes prioritaires et les secteurs névralgiques en misant sur une seule porte d'entrée pour les entrepreneurs
2. Favoriser le dialogue avec la population au sujet des chantiers à l'aide de webinaires et d'agents et agentes de liaison
3. Établir des gabarits d'information pour tous les octrois de permis d'occupation du domaine public
4. Présenter ou préparer des analyses de maintien de la circulation et de gestion des impacts dans les devis qui accompagneront les demandes de permis d'entraves afin d'anticiper les enjeux majeurs
5. Augmenter et bonifier les échanges entre les donneurs d'ouvrage et les entrepreneurs avant la phase de démarrage
6. Augmenter le délai entre la date d'octroi des contrats et celle du début des travaux d'infrastructure
7. Offrir au personnel clé une formation en signalisation et en accessibilité universelle

Mise en œuvre souhaitée à moyen terme

8. Élargir l'accès à la plateforme (AGIR – Assistant à la gestion des interventions dans la rue) pour obtenir divers niveaux d'information et la rendre accessible à l'ensemble de la population
9. Intégrer toutes les applications de collaboration dans une seule et même plateforme (AGIR)
10. Adapter le tome V de signalisation routière du ministère des Transports et de la Mobilité durable (MTMD) aux réalités urbaines (taille, format et type de balises)

Compte rendu

TACT

Gestion des chantiers à Montréal

Contexte montréalais

Les chantiers de construction témoignent du dynamisme économique de Montréal. Au cours des 10 prochaines années, la Ville de Montréal prévoit réaliser des investissements d'environ 900 M\$ annuellement dans son réseau d'eau et son réseau routier. Ces investissements sont nécessaires pour réaliser des mises à niveau des infrastructures sur l'ensemble du territoire et pour réaménager l'espace en fonction des nouvelles orientations municipales en matière de mobilité active et collective.

État des infrastructures

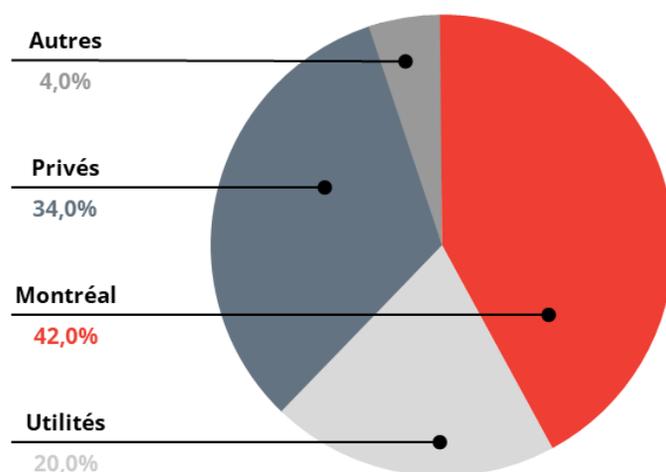
Infrastructure	% <i>En bon état et très bon état</i>	% <i>En moyen état</i>	% <i>En mauvais et très mauvais état</i>
Réseau d'eau potable	24 %	68 %	8 %
Réseau d'égout	61 %	17 %	12 %*
Réseau routier	50 %	19 %	31 %

* (inconnu : 10 %)

En termes d'occupation du domaine public, environ 55 000 permis ont été émis en 2022 par les arrondissements de la Ville de Montréal. Plusieurs permis peuvent être émis pour un seul et même chantier, selon les phases des travaux. À noter que la durée des entraves est variable allant de quelques heures à plusieurs années, selon la nature des travaux.

Les travaux réalisés sur le domaine public de Montréal sont effectués par une pluralité d'acteurs. Tel qu'illustré ci-contre, 34 % des demandes de permis proviennent de promoteurs, 20 % des compagnies d'utilités publiques, 4 % des donneurs d'ouvrages et 42 % de la Ville de Montréal.

Occupation du domaine public selon les chantiers



Initiatives récentes

Charte montréalaise des chantiers

La Ville de Montréal a adopté en mai 2021 la Charte montréalaise des chantiers dans le but de favoriser l'application des meilleures pratiques par ses équipes et ses partenaires externes dans la réalisation de chantiers, qu'il s'agisse de travaux de réhabilitation ou de reconstruction d'infrastructures.

Elle s'appuie notamment sur la participation de partenaires externes : la STM, la CSEM, Énergir, Bell et Hydro-Québec. La Charte définit des engagements concrets, pour l'ensemble des entreprises adhérentes, sur quatre leviers :

- L'accessibilité, la sécurité et la mobilité
- La gestion des impacts et les mesures d'atténuation
- Les communications
- L'environnement



Mesures prévues en 2023

Lors du Sommet sur les chantiers, la Ville de Montréal a soumis, pour discussion, des mesures additionnelles qu'elle prévoit déployer en 2023 pour améliorer la coordination des projets, limiter les impacts de l'occupation du domaine public et réduire la signalisation superflue sur l'ensemble du territoire.

1. Planification, intégration, coordination et durée des travaux

Problématiques	Mesures additionnelles
Difficulté d'avoir une vue d'ensemble des permis octroyés	<ul style="list-style-type: none">– Intégrer toutes les entraves dans la plateforme AGIR
Enjeu de mobilité sur les axes prioritaires	<ul style="list-style-type: none">– Exiger un devis de maintien de la circulation comme condition obligatoire à l'obtention d'un permis (modulable en fonction de la durée de l'entrave et la nature des travaux)– Impliquer le Service des infrastructures du réseau routier (SIRR) dans la coordination des entraves en amont de l'émission des permis
Chantiers qui perdurent	<ul style="list-style-type: none">– Bonifier les amendes s'il y a mobilisation et démobilitation hors des périodes prévues au permis– Retrait du permis et démobilitation après deux avis d'interruption des travaux (inactivité) sans justification

2. Occupation du domaine public et gestion des nuisances

Problématiques	Mesures additionnelles
Bonifier les exigences des permis	<ul style="list-style-type: none">– Adopter de nouvelles exigences pour l'occupation du domaine public sur les axes prioritaires– Interdire la mobilisation plus de 12 h avant le début réel des travaux– Exiger la démobilitation au plus tard 12 h après la fin des travaux
Charte montréalaise des chantiers	<ul style="list-style-type: none">– Rehausser l'engagement des partenaires

3. Signalisation et communication

Problématiques	Mesures additionnelles
Abandon des éléments de signalisation	<ul style="list-style-type: none">– Identifier les éléments pour permettre de retrouver les propriétaires (puce, code QR, étiquettes, etc.)– Bonifier les pouvoirs d'intervention de l'Escouade mobilité
Taille et quantité des balises (<i>en collaboration avec le MTMD</i>)	<ul style="list-style-type: none">– Remplacer les cônes par des bollards de plus petite taille– Réduire le nombre de cônes/bollards nécessaires lors d'entraves en milieu urbain
Habillage de chantier inexistant	<ul style="list-style-type: none">– Installer des bannières sur les clôtures des chantiers d'importance
Communication riveraine déficiente	<ul style="list-style-type: none">– Informer les populations touchées des impacts des travaux, qu'ils soient publics ou privés

Points de vue des panélistes

Composition du panel



Claude Carrette, directeur général adjoint – Urbanisme, mobilité et infrastructures, Ville de Montréal

Mélanie St-Cyr, directrice générale de la mobilité et des partenaires stratégiques, ministère des Transports et de la Mobilité durable

Caroline Amireault avocate et directrice générale, Association québécoise des Entrepreneurs en Infrastructure (AQEI)

Mélanie Robitaille, vice-présidente et directrice générale, Rachel-Julien

Sandrine Cabana-Degani, directrice générale, Piétons Québec

Anne Sérode, vice-présidente chez TACT, a animé une discussion pour faire interagir les panélistes sur leurs visions distinctes des chantiers.



Les questions ont permis d'explorer leurs préoccupations actuelles afin d'identifier leurs principaux défis concernant les chantiers à Montréal. Les échanges avaient également comme objectif de faire ressortir des solutions potentielles et des bonnes pratiques à appliquer à partir des points de vue représentés par les panélistes.

Expérience des piétons et piétonnes

La multiplication des chantiers à Montréal peut entraver les déplacements à pied. C'est particulièrement vrai chez des personnes en situation de vulnérabilité ou ayant des limitations fonctionnelles, temporaires ou permanentes, notamment les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite et les enfants. On recommande des détours plus instinctifs et plus courts, tout en étant universellement accessibles.

Les règles de sécurité concernant la circulation autour des chantiers ne sont pas toujours respectées par les piétones et piétons, surtout lorsque les détours ne sont pas optimaux. Les panélistes rappellent que c'est une responsabilité partagée, de la part des entreprises et de la population, d'assurer la sécurité de tous et toutes en traversant les chantiers adéquatement.

Acceptabilité sociale



Plusieurs initiatives peuvent être prises pour que les chantiers soient perçus de manière plus positive par la population, selon les panélistes.

L'échéancier des travaux devrait notamment être affiché à même l'habillage du chantier pour décrire les différentes étapes du projet. Les retombées concrètes du projet devraient être illustrées et les bénéfices expliqués davantage à l'aide d'outils de communication tels des d'accroche-portes, des dépliants, des avis ou des panneaux, par exemple.

La création de comités de bon voisinage et l'embauche d'agentes et agents de liaison sont de bons moyens pour s'assurer que la gestion des chantiers se fasse en adéquation avec les préoccupations de la population (ex. : travaux de l'échangeur Turcot, du pont Champlain et les travaux de réaménagement de la rue Sainte-Catherine Ouest).

Esthétisme des chantiers

Rappelons que l'omniprésence des chantiers à Montréal est synonyme de développement économique, d'investissements publics et de sécurité des infrastructures, ce qui constitue des bénéfices importants sur lesquels capitaliser pour susciter leur acceptabilité. Cela étant, le fait de soigner davantage l'habillage des chantiers est également ressorti comme un besoin. Il est noté que les enfants éprouvent souvent de la fascination pour les chantiers. Ainsi, l'habillage des chantiers pourrait avoir une vocation éducative et pédagogique pour le plaisir des tout petits comme des plus grands.

À l'approche de la saison touristique, il se dégage une volonté partagée des panélistes de mettre en valeur la beauté de Montréal. Pour ce faire, certaines réflexions s'imposent afin d'optimiser l'espace d'entreposage du matériel et offrir un espace de travail adéquat et sécuritaire pour les personnes travaillant sur les chantiers. La saine gestion des déchets (par le biais du recyclage des matériaux sur les chantiers notamment) semble également être une priorité pour les promoteurs.

Plusieurs idées sont proposées pour rendre les chantiers plus attrayants visuellement, comme réduire le nombre de cônes (notamment, les bollards T-RV-7) en plus d'utiliser d'autres cônes ou des bollards de plus petites tailles et de différentes couleurs (cônes T-RV-10).

Nuisances des chantiers

Pour améliorer la cohabitation entre les chantiers et les communautés riveraines, les acteurs du milieu doivent se pencher sur les nuisances sonores, visuelles et olfactives et, plus globalement, repenser leurs pratiques (horaire de travail, équipement utilisé et technique de construction).

Plusieurs idées sont proposées pour minimiser les nuisances des chantiers et accélérer le rythme des projets, notamment celle de travailler la fin de semaine et de nuit, sans toutefois porter atteinte au sommeil du voisinage.



L'optimisation des alarmes de recul, souvent bruyantes, a été discutée, mais ne doit pas se faire aux dépens de la sécurité de la population et des personnes travaillant sur les chantiers.

En 2022, plus de 4 000 constats d'infraction ont été remis à des promoteurs et des gestionnaires de chantiers qui ne respectaient pas les normes de signalisation établies par la Ville. Les entreprises tentent de limiter les entraves, mais disent éprouver des défis en matière de gestion de chantiers complexes. Par exemple, des cônes sont souvent déplacés – et mal replacés – lors de l'arrivée successive de travailleuses et de travailleurs.

La multiplication des sous-traitants et les délais actuels dans la chaîne d'approvisionnement pour obtenir certains équipements compliquent aussi l'administration des chantiers, provoquant notamment des délais imprévus et une perte d'efficacité dans l'avancement des travaux.

Partage d'information et concertation

La plateforme AGIR est grandement appréciée par l'industrie, qui souhaite qu'elle soit davantage utilisée. Les attentes sont donc élevées quant aux retombées de cet outil. Les donneurs d'ouvrage et les entreprises aimeraient exploiter davantage le potentiel de cette plateforme, non seulement pour les demandes de permis, mais aussi pour le partage d'information entre les promoteurs immobiliers et les acteurs du milieu. Elle est perçue comme positive avec un fort potentiel de développement.

Agilité des chantiers



L'exécution efficace d'un chantier de construction est souhaitable autant pour la population, que pour la Ville et les entreprises.

L'efficacité d'un chantier de construction, sur le domaine privé, dépend toutefois de plusieurs facteurs. Les démarches pour le changement de zonage et l'émission des permis de construction sont deux étapes qui pourraient gagner en prévisibilité afin de permettre aux entrepreneurs de mieux se concerter avec la Ville et ce, en amont.

Les entreprises déplorent aussi le manque d'information sur l'environnement (en surface et sous terre) du projet dans les appels d'offres de la Ville de Montréal et son manque d'agilité lors d'imprévus. Les contraintes additionnelles lors de l'opérationnalisation des travaux, telle que l'interdiction d'utiliser à nouveau la terre excavée sortie d'un chantier, retardent également certaines étapes. Une meilleure coordination entre les acteurs est souhaitée par l'ensemble des panélistes.

Le déploiement de mesures de concertation, à l'instar de celles présentées par la Ville de Montréal pour augmenter les échanges en amont des travaux, est reçu favorablement par les panélistes.

Enjeux principaux

Les personnes participantes au Sommet ont été réparties en sous-groupes avec le souci qu'une diversité de voix soit représentée quant à la gestion et l'expérience des chantiers. Chaque table a été invitée à identifier les principaux enjeux selon trois thématiques.

Les enjeux listés correspondent aux priorités de chaque table, par thématique, et ont été regroupés par sous-thème afin de faciliter la comparaison des idées exprimées.

1. Planification, intégration, coordination et durée des travaux

Partage de l'information

Selon les personnes participantes, il existe des points à améliorer dans le partage ou la justesse de l'information disponible. Plusieurs données nécessaires au bon déroulement des travaux semblent absentes ou diluées à travers les nombreuses plateformes. Les principaux enjeux identifiés sont :

- La multiplication des canaux de communication ou de collaboration multicanaux
- Les informations incomplètes à propos des chantiers de l'ensemble des partenaires
- Le manque d'information et de dialogue en amont et en continu entre l'ensemble des parties prenantes impliquées dans les travaux

Planification et gestion des chantiers



La planification et la mise en chantier sont identifiées comme des éléments importants à améliorer. Plus de prévisibilité et un meilleur arrimage des ressources et des projets est souhaitée. Les enjeux identifiés sont :

- Le manque de vue d'ensemble des travaux en cours et à venir sur la plateforme AGIR
- L'énergie déployée par les entreprises pour obtenir les permis comparativement à la durée des travaux
- L'intégration incomplète des projets planifiés
- La disponibilité des ressources humaines et des matériaux
- Le financement des mesures d'atténuation globales

Coordination entre les partenaires

La coordination entre les acteurs impliqués dans la gestion des chantiers est également à repenser. Les personnes participantes identifient notamment :

- Le manque d'arrimage et de coordination entre l'ensemble des parties prenantes aux travaux (Ville, arrondissements, partenaires)
- Le manque d'agilité (planification en amont et délai de réponse entre les parties)
- Le manque de consultation et concertation entre les partenaires

2. Occupation du domaine public et gestion des nuisances

Entraves à la mobilité

L'impact des chantiers sur la mobilité urbaine est une préoccupation majeure pour les participants et les participantes au Sommet.

Plusieurs défis concernent la gestion du domaine public : la cohabitation entre les différents modes de transport et les chantiers sont identifiés parmi les discussions.



Plus précisément, il est question de :

- La mobilité et la qualité de vie de la population
- Le manque d'espace libre pour permettre aux entreprises de se mobiliser et d'entreposer l'équipement et les matériaux
- Les entraves importantes à la circulation
- L'équilibre entre l'espace dédié au chantier et la mobilité (plus l'espace dédié au chantier sera important, plus les travaux seront rapides, bien que la mobilité s'en trouvera entravée)

Respect des normes de signalisation

L'application uniforme des normes de signalisation de la Ville et de l'industrie à travers les activités des entreprises et de leurs sous-traitants constitue un véritable défi. Les enjeux identifiés sont :

- L'application sans flexibilité des normes de signalisation (responsabilité des ingénieurs)
- La coordination avec les sous-traitants
- La difficulté de trouver l'équilibre pour pallier l'ensemble des contraintes et des impacts

Considérations techniques

D'autres enjeux plus précis liés à la réalisation des chantiers sont dénotés, dont :

- Retard dans la livraison des marchandises à cause d'une difficulté d'accès au chantier
- La complexité de concilier les priorités entre l'administration municipale et les entreprises exécutant les travaux quant au phasage des chantiers et à la durée des travaux
- Le très grand volume de permis (initial ou de modification) demandés et émis
- La coordination avec les sous-traitants

3. Signalisation et communications

Communications

Des manquements en matière de communications ressortent clairement des discussions. L'information devrait être vulgarisée davantage et partagée de manière plus transparente. D'ailleurs, l'habillage des chantiers devrait être utilisé dans les chantiers d'envergure ou de longue durée, car il contribue positivement à l'expérience de la population.



Les personnes participantes ont identifié les enjeux principaux sur lesquels intervenir :

- La clarté des communications quant aux objectifs des travaux réalisés
- L'absence ou le peu de communication associée aux petits projets et leurs bénéfices
- Le manque de communication sur les contraintes et impacts des chantiers
- Le manque de partage d'informations en temps réel sur les chantiers
- L'usage disparate d'habillage pour les chantiers

Surcharge de la signalisation et sécurité des chantiers

La surcharge de la signalisation peut causer de la confusion selon les personnes participantes, tant autour des chantiers que dans son environnement immédiat. La sécurité des chantiers est également jugée importante tant pour le bien-être de la population que pour l'équipe effectuant les travaux.

Les enjeux suivants sont également soulevés :

- Sécurité des personnes travaillant et circulant à revoir
- Arrimage complexe entre la gestion opérationnelle d'un chantier, le cadre réglementaire applicable et la responsabilité de chaque partie (prudence excessive qui ralentit les travaux)
- Application sans flexibilité des normes de signalisation, notamment quant à la taille et la quantité de cônes orange

Solutions prioritaires et mise en œuvre

Dans la seconde partie du Sommet sur les chantiers, les personnes participantes ont partagé à leurs tables et en plénière leurs pistes de solutions prioritaires les plus porteuses pour améliorer la gestion des chantiers.

1. Planification, intégration, coordination et durée des travaux

Coordination accrue entre les partenaires

Une meilleure concertation entre les partenaires est souhaitée, notamment en matière d'intégration et d'optimisation des travaux.

Les pistes de solutions proposées pour simplifier la collaboration sont :

- Améliorer la concertation entre la Ville, le ministère des Transports et de la Mobilité durable et les autres parties prenantes pour mieux prioriser les projets
- Planifier collectivement les chantiers en continu et réfléchir sur un horizon à long terme
- Coordonner la délivrance de permis d'occupation du domaine public par secteur et sous la responsabilité d'une personne dédiée



Administration des contrats et travail en amont

La préparation préalable à l'implantation des chantiers serait un moment où des solutions porteuses de résultats peuvent être mises en œuvre. Il est question notamment de mieux décrire dans les documents d'appels d'offres, le milieu d'accueil afin de cibler les problématiques en amont. Parmi les solutions proposées, on retrouve celles de :

- Privilégier de nouveaux modes d'appels d'offres et de réalisation
- Engager les parties prenantes plus en amont
- Augmenter et bonifier les échanges avec les parties prenantes avant la phase de démarrage des travaux afin de mieux cerner les enjeux de mobilité associés aux chantiers
- Revoir les modes d'adjudication des contrats pour améliorer la concertation entre les entreprises
- Augmenter le délai entre l'octroi de contrats et le début des travaux d'infrastructure
- Étaler les périodes de travaux sur une plus longue période dans l'année (ex. : en hiver)

Utilisation des technologies

Les personnes participantes croient aux bénéfices de recourir aux technologies, notamment la géolocalisation, pour améliorer la coordination des chantiers. Un consensus émerge quant au potentiel de la plateforme AGIR et une volonté de l'exploiter davantage. Trois propositions se distinguent :

- Identifier les secteurs touchés (exploiter le numérique et la géolocalisation)
- Inclure l'ensemble des chantiers dans la plateforme AGIR
- Élargir l'accès à la plateforme AGIR pour obtenir divers niveaux d'information et plus de visibilité

2. Occupation du domaine public et gestion des nuisances

Adaptation des règlements aux réalités distinctes

Le cadre normatif et son interprétation devraient être adaptés en fonction des réalités distinctes des projets et des chantiers. Toutefois, plusieurs visions différentes, sur la manière d'y arriver, ont été exprimées par les personnes participantes.

Certaines sont d'avis qu'un devis de maintien de la circulation devrait être exigé en tout temps, alors que d'autres penchent pour des fermetures complètes afin de permettre aux travaux d'être exécutés plus rondement.



Concrètement, les personnes participantes misent sur les pistes de solution suivantes :

- Adapter les clauses en fonction de l'endroit (par exemple, évaluer la fermeture d'une rue si cette option est préférable au maintien de la circulation) afin d'accélérer les travaux
- Prévoir des fermetures complètes pour accélérer les travaux
- Exiger un devis de maintien de la circulation pour toutes les demandes d'entrave
- Décrire plus précisément l'environnement des projets dans le devis

Solutions terrain

Plusieurs personnes ont référé à des expériences qui ont fait leurs preuves dans les chantiers montréalais. Quelques solutions tangibles sont identifiées, soit de :

- Reproduire le modèle du comité Tactique (projet tunnel Louis-H-La Fontaine)
- Prévoir un espace de stationnement et d'entreposage à même le chantier

Facilitation de la mobilité aux abords des chantiers

Des outils comme la plateforme AGIR doivent servir à identifier les entraves à la circulation, mais aussi à diriger les personnes utilisatrices vers les solutions. Les solutions suivantes sont proposées :

- Rendre obligatoire une déclaration ou une demande d'entrave dans une plateforme technologique comme AGIR afin d'offrir une vue d'ensemble pour mieux diriger les gens
- Intégrer les chemins de détour et les obstacles dans la plateforme AGIR pour communiquer plus clairement et à l'avance les options disponibles pour la mobilité
- Offrir une formation en signalisation et en accessibilité universelle au personnel pertinent

Enfin, les personnes participantes proposent de créer une porte d'entrée unique pour permettre aux entreprises d'avoir accès à toutes les informations sur les chantiers auxquels elles participent.

3. Signalisation et communication

Accessibilité et partage de l'information

Les chantiers de construction peuvent constituer des lieux d'apprentissage pour la population. Une meilleure communication de chantier permettrait d'informer davantage la population sur les différentes phases des projets, en plus de constituer un point de départ d'échanges entre les acteurs impliqués, notamment quant au maintien de la vitalité économique des commerces.

Les personnes participantes soulèvent également que les outils de communication devraient être pensés en amont et du personnel dédié au partage de l'information devrait être mobilisé durant l'opérationnalisation des chantiers. Concrètement, il est conseillé de :

- Améliorer l'habillage des chantiers en ajoutant des illustrations et de l'information d'intérêt sur le chantier
- Sensibiliser les résidentes et résidents sur les travaux et leurs phases
- Augmenter le nombre et la qualité des échanges avec la population (webinaires, agentes et agents de liaison)
- Prévoir des ressources humaines (ex. : agentes et agents de liaison) et matérielles (panneaux informatifs) pour mieux communiquer sur les travaux
- Exiger que la partie demanderesse d'un permis indique les outils de communication requis au devis (ex. : bannières, panneaux de chantier)

Application et cartes interactives

Les personnes participantes misent sur des solutions technologiques comme la plateforme AGIR pour permettre un meilleur accès aux informations sur les chantiers de la métropole. Il est proposé de :

- Créer une carte interactive de Montréal pour indiquer les travaux et recevoir les plaintes
- Intégrer toutes les applications de collaboration dans une seule plateforme (ex. : AGIR)
- Faciliter l'accès aux informations contenues au sein de la plateforme AGIR pour la population



Adaptation des normes de signalisation au milieu municipal et aux réalités urbaines

Les personnes participantes suggèrent de revoir les standards imposés aux donneurs d'ouvrage en fonction des réalités propres aux municipalités et aux villes :

- Adapter le tome V de signalisation routière du MTMD aux réalités urbaines (taille, format et type de balises)
- Élaborer un guide d'interprétation du Tome V afin d'assurer une meilleure adaptation de la signalisation au milieu dans lequel se trouve le chantier

Conclusion

TACT

Conclusion

Madame Émilie Thuillier, mairesse de l'arrondissement Ahuntsic-Cartierville et responsable des infrastructures, des immeubles et du maintien des actifs au comité exécutif de la Ville de Montréal, a eu le privilège de clore le Sommet sur les chantiers.



Soulignant la grande collaboration et la mobilisation des personnes participantes, ainsi que la richesse des propos exprimés, Mme Thuillier s'est réjoui que l'évènement ait permis de mettre en lumière la complexité des enjeux liés à la gestion des chantiers à Montréal et d'identifier des solutions concrètes permettant d'atténuer leurs impacts sur la population. Elle a aussi souligné les connaissances fines et l'expertise impressionnante de l'ensemble des parties prenantes présentes.

Le Sommet confirme que les donneurs d'ouvrage, les entreprises et la Ville de Montréal doivent travailler davantage en concertation afin que la planification et la mise en œuvre des chantiers se déroulent plus rondement. Alors que le nombre de chantiers est synonyme du dynamisme économique de Montréal et de l'amélioration des infrastructures, les entraves, les détours, les cônes orange, entre autres, peuvent nuire à la mobilité de la population, à l'expérience des touristes et aux activités commerciales.

Plusieurs solutions ont été proposées dont une coordination accrue entre les parties impliquées dans les travaux, l'augmentation et la bonification des échanges entre les donneurs d'ouvrage et les entreprises avant la phase de démarrage, un partage plus simple et mieux centralisé des informations sur les chantiers en cours à l'aide d'applications technologiques, une communication plus claire et régulière avec la population grâce à des outils et un recours plus systématique à l'habillage des chantiers.

Prochaines étapes

Le Sommet a permis de mobiliser et d'engager les principales organisations concernées par les travaux dans la métropole vers une vision renouvelée de la gestion des chantiers à Montréal et dans la mise en œuvre de solutions concrètes et prioritaires. Au terme de l'évènement, la Ville de Montréal a annoncé :

- La diffusion publique d'un compte rendu sur le Sommet sur les chantiers
- La création d'un comité de suivi de la mise en œuvre des solutions ; la composition de ce comité sera annoncée ultérieurement par la Ville de Montréal

La Ville de Montréal réitère que tous et toutes doivent faire preuve d'ouverture et revisiter activement la culture de la construction à Montréal pour changer la perception et la gestion entourant la réalisation des travaux à Montréal.

Montréal 

Montréal.ca